

Audiocoférence avec Madame la Secrétaire Générale

Ce mercredi 27 mai, Mme Barbat-Layani, Secrétaire Générale des ministères économiques et financiers, a présidé une nouvelle audioconférence.

A la veille de nouvelles annonces du Premier Ministre sur le dé-confinement, peu d'informations nouvelles ont été recueillies.

Une chose ne change pas, pandémie ou pas, les documents de travail nous parviennent toujours dans des délais inacceptables pour préparer au mieux les réunions.

C'est par mail daté de la veille à 21h que les fédérations ont été destinataires de trois fiches de travail pour cette audioconférence convoquée ce jour à 10h15.

Les mauvais comportements reviennent au grand galop dans certaines directions, comme si la parenthèse de la crise sanitaire se refermait et que tout devait recommencer comme si de rien n'était.

Pour exemple, le directeur de la DGFIP a démontré toute sa dimension « sociale » dans la gestion du pont naturel du vendredi 22 mai.

De même, le zèle mis par certains à vouloir remettre dans l'actualité des réformes du monde d'avant, démontre bien comment ils imaginent le monde d'après.

Il en est ainsi de l'impatience de rouvrir les débats sur le transfert des taxes DGDDI/DGFIP ou de la mise en œuvre de l'organisation territoriale de l'Etat avec ses conséquences dans les DDI et DIRECCTE, reportée simplement de six mois.

L'élaboration d'« usines à gaz administratives » a encore de beaux jours avec de telles réformes, au détriment des usagers du service public et de ses agents.

FO Finances demande le retrait de ces réformes et pas seulement leur suspension ou leur report.

Les derniers éléments statistiques actualisés au 26 mai confirme la remontée d'agents en présentiel (41,2%). Plus de 70% des personnels des ministères économiques et financiers sont en présentiel ou en télétravail. 352 agents sont recensés comme malades (testés ou non), en baisse de 18% en une semaine.

Les fédérations ont insisté sur la nécessité du maintien à un haut niveau des protections sanitaires, alors même que le nombre d'agents présents dans les services augmente régulièrement.

La Secrétaire Générale a en convenu et a informé de l'arrivée massive des masques en tissu qui seront distribués dans les prochains jours.

Indemnité exceptionnelle mais pas seulement

FO Finances a de nouveau interrogé la Secrétaire Générale sur l'enveloppe budgétaire consacrée à cette prime pour les deux ministères de Bercy.

Une nouvelle fois, aucune réponse précise apportée à cette interrogation, même s'il nous a été précisé que les travaux directionnels étaient engagés.

FO Finances a rappelé qu'une revalorisation de l'ensemble des traitements et des carrières des fonctionnaires et donc des agents exerçant dans les directions de Bercy demeurait une priorité. Ces agents ne se satisferont pas de propos élogieux reçus ces dernières semaines par leurs ministres. Ils attendent du concret après plus de dix ans de perte de pouvoir d'achat que PPCR n'a pu enrayer.

Au-delà du rendez-vous salarial prévu au niveau de la fonction publique début juillet, **FO Finances exige que l'agenda social ministériel intègre un groupe de travail sur l'évolution des carrières et les perspectives de promotions, d'autant plus que le plan triennal des promotions intra-catégorielles arrive à son terme.**

Restauration collective

FO Finances a interrogé la Secrétaire Générale sur la réouverture des restaurants administratifs.

Si les restaurants de l'AGRAF, à Paris et ses départements limitrophes, rouvrent progressivement, l'interrogation est forte sur la situation en province, autres que les restaurants interministériels.

Le remboursement en frais de mission des agents est actuellement prévu jusqu'au terme de la loi d'urgence sanitaire (10 juillet), d'évidence certains restaurants resteront fermés au-delà de cette date. Quid après cette date ?

La Secrétaire Générale a renvoyé à une prochaine réunion ce point.

Colonies de vacances

Pour **FO Finances**, il est urgent que les parents soient informés du maintien ou de l'annulation des colonies de vacances organisées par l'EPAF.

De cette décision, découle toute une organisation pour **des milliers d'agents**, sans parler de ceux concernés par les centres de loisirs ou qui d'ordinaire envoyaient les enfants chez les grands parents.

Plus généralement, la demande de clarification sollicitée par **FO Finances** sur la situation des parents en charge d'enfants pendant la période estivale est un sujet à traiter rapidement avec les représentants des fédérations au CNAS.

Pour la Secrétaire Générale, la réponse dépendra du contenu de la déclaration du Premier Ministre sur la poursuite du dé-confinement.

L'audioconférence organisée le 4 juin avec les représentants du CNAS reviendra sur ce sujet.

Agenda social

La préparation de l'agenda social des prochaines semaines sera à l'ordre du jour des rencontres en bilatérale des fédérations avec la Secrétaire Générale. **FO Finances** sera reçue le 16 juin.

Des groupes de travail sont d'ores et déjà programmés, tel celui sur le télétravail (30 juin).

Pour **FO Finances**, la période exceptionnelle que nous traversons a justifié de nouvelles procédures d'organisation du dialogue social, qui ont démontré leurs limites comme l'audio et la visioconférence. Cette situation ne peut perdurer beaucoup plus longtemps.

FO Finances est favorable à la reprise du dialogue social en présentiel, dans le respect de la distanciation

physique, en priorité pour ce qui est des instances tels que les Comités Techniques.
Simultanément, l'administration doit se mettre en capacité d'offrir aux représentants des personnels, qui ne pourraient ou ne voudraient pas se déplacer, le maintien de l'audio ou visioconférence.

Il semblerait que cette formule « hybride » serait privilégiée pour le CNAS et le CTM respectivement des 2 et 3 juillet.

Pour les CAP directionnels, au vu de la confidentialité des dossiers et des débats, le présentiel s'avère indispensable. Si tel ne pouvait être le cas, leur report en septembre est à privilégier.

Contrairement aux propos entendus ce jour, l'audioconférence ou la visioconférence ne permettent pas l'assurance d'une totale confidentialité.

Comme il était à craindre, dans l'attente des annonces du Premier Ministre sur les modalités de la deuxième phase de dé-confinement, cette conférence de ce jour n'a apporté aucune nouvelle réponse aux interrogations des agents.

